

REPUBLIQUE FRANCAISE
Liberté – Egalité – Fraternité

DEPARTEMENT DU VAR

Arrondissement de Draguignan



**MAIRIE
DE
PUGET SUR ARGENS**
137 boulevard Cavalier
BP 1
83481 PUGET SUR ARGENS
CEDEX

**Service Sécurité
Patrimoine Bâti**

☎ 04.94.19.50.35
📠 04.94.19.61.33

Réf. : JFM/MM-07/2021

N° : SE / 226 - 2021

Le Maire de la Commune de Puget sur Argens,

Vu le code général de la propriété des personnes publiques, et notamment son article L 2122-1 ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2212-1, L.2212-2, L.2212-15, L.2213-2, L.2213-3, L.2213-14, L.2213-5, portant sur les dispositions générales relatives aux pouvoirs du Maire en matière de Police ;

Vu le code de la voirie routière, et notamment ses articles L 113-2, L.116-1 à L.116-6 et L 141-1 ;

Vu le Code de la Route et ses décrets subséquents ;

Vu les articles L.411-1 et L.417-10 du Code de la Route, notamment qui soumet à l'amende ceux qui contreviennent aux règlements légalement faits par l'autorité municipale ;

Vu l'arrêté du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes modifié par les arrêtés des 17 octobre 1968, 23 juillet 1970, 8 mars 1971, 20 mai 1971, 27 mars 1973, 10, 25 et 26 juillet 1974, 6 juin 1977, 13 juin 1979, 13 décembre 1979, 22 septembre 1981 et suivants ;

Vu l'arrêté du 31 juillet 2002 modifiant les conditions de la mise en œuvre de la signalisation routière ;

Vu l'arrêté du 11 février 2008, relatif à l'approbation de modifications de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière ;

ARRETE DU MAIRE

**MODIFIANT PROVISOIREMENT LA CIRCULATION
ET LE STATIONNEMENT**

**IMPLANTATION POSTE DE DISTRIBUTION
D'ELECTRICITE PUBLIQUE**

CHEMIN DU JAS NEUF

ENEDIS

Vu l'Instruction Interministérielle concernant la signalisation routière (Livre 1 – 8^{ème} partie – signalisation temporaire) approuvée par l'Arrête Interministériel du 15 juillet 1974 ;

Vu l'instruction interministérielle de la signalisation routière (4^{ème} partie) approuvée par arrêté du 07 juin 1997 ;

Vu l'arrêté général n° 720 en date du 07 mars 2011, portant réglementation de la circulation et du stationnement dans la ville de Puget sur Argens, ainsi que les additifs s'y rapportant ;

Vu le règlement de voirie communale approuvé par délibération du Conseil municipal le 30 novembre 2016 ;

Vu l'arrêté de délégation de signature n° SG-2020-04 de M. le Maire en date du 10 juillet 2020 accordé à M. MOISSIN Jean François, 1er Adjoint au Maire ;

Considérant la requête en date du 28 juillet 2021 par laquelle ENEDIS, représentée par Monsieur BERNARDIN Kevin, demeurant à 372 Av. Gal Leclerc – 83700 SAINT RAPHAËL, demande l'autorisation de fermeture de voie pour l'implantation d'un poste de distribution d'électricité publique sur le domaine public communal, situé en agglomération, Ch. du jas neuf ;

Considérant que la société HR Levage, sis rue Jean Monnet – ZAC la Poulasse – 83210 SOLLIES PONT, est mandaté par ENEDIS, pour effectuer le grutage d'un poste préfabriqué de distribution d'électricité publique ;

Considérant qu'il y a lieu de modifier la circulation et le stationnement, Ch. du jas neuf, pour le bon déroulement des travaux ;

Considérant qu'il y a lieu de prendre toutes les dispositions utiles à assurer le maintien du bon ordre et de la sécurité publique ;

ARRETE

Article 1:

La société HR Levage est autorisée à entreprendre des travaux sur le domaine public communal pour effectuer le grutage d'un poste préfabriqué de distribution d'électricité publique, Ch. du jas Neuf, **le 13 aout 2021 de 09h00 à 12h00.**

Article 2 :

Pour permettre la réalisation de ces travaux, le stationnement de tous les véhicules sera interdit au droit du chantier et la circulation y sera interdite **le 13 aout 2021 de 09h00 à 12h00.**

Article 3 :

L'accès aux véhicules de secours ainsi qu'aux propriétés riveraines, aux piétons et aux cyclistes sera accordé.

Article 4 :

La signalisation routière réglementaire sera mise en place et maintenue par les soins de l'entreprise chargée des travaux sous maîtrise d'œuvre et d'ouvrage de ENEDIS, représentée par Monsieur BERNARDIN Kevin, demeurant à 372 Av. Gal Leclerc – 83700 SAINT RAPHAËL.

Elle assurera par ailleurs la protection et le balisage du chantier ainsi que la sécurité des piétons.

Article 5 :

L'entreprise sera responsable de jour comme de nuit des accidents pouvant intervenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation.

Les agents évoluant sur la chaussée ou à proximité seront porteur de gilets en tissus fluorescent ou rétro réfléchissant.

Article 6 :

Pendant toute la durée des travaux, l'occupant veillera à ne pas gêner le bon écoulement des eaux et à préserver la propreté de la chaussée. Une signalisation adaptée, un balayage ou un lavage devront être prévus dans le cas de dépôts sur les voies de circulation.

Dès l'achèvement des travaux, le domaine public routier sera remis dans son état initial.

Les déblais de chantiers non utilisés provenant des travaux seront évacués et transportés en décharge ou site autorisé à recevoir les matériaux extraits par les soins de l'occupant ou de l'entreprise chargée d'exécuter les travaux.

Si le marquage horizontal est endommagé, il devra être reconstitué à l'identique.

Article 7 :

Le bénéficiaire de l'autorisation doit souscrire les assurances nécessaires pour couvrir tous les risques qui pourraient survenir du fait de l'occupation autorisée.

Article 8 :

La présente autorisation est accordée à titre personnel. Elle ne peut être ni cédée, ni louée, ni prêtée. La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable.

Article 9 :

Une information concernant les travaux sera transmise aux résidents du chemin du jas neuf.

Le présent arrêté est publié et affiché conformément à la réglementation.

La société intervenante devra afficher la nature et la durée des travaux ; Il est rappelé que l'affichage du présent arrêté sur le site est **obligatoire**.

Article 10 :

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de TOULON dans un délai de deux mois suivant sa notification.

Article 11 :

Madame la Directrice Générale des Services, Monsieur le Directeur Général Adjoint des Services des Grands Travaux, les Agents de la Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

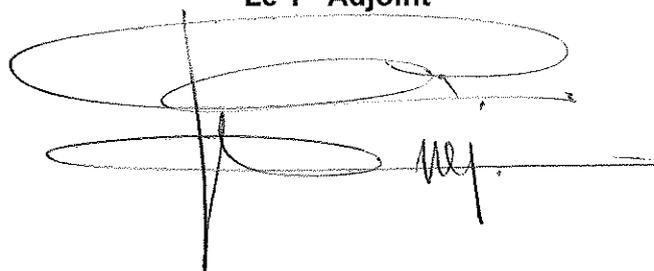
Article 12 :

Cet arrêté sera transmis à :

- Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de FREJUS
- Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie Motorisée de PUGET SUR ARGENS
- Monsieur le Commandant du Centre d'Incendie et de Secours de FREJUS
- Les agents de la Force Publique
- L'Entreprise HR levage
- ENEDIS

Fait à Puget sur Argens, le 28 juillet 2021

**Pour le Maire,
Le 1^{er} Adjoint**

A handwritten signature in black ink, consisting of several loops and a long horizontal stroke at the end, positioned below the text 'Pour le Maire, Le 1er Adjoint'.

JEAN FRANÇOIS MOISSIN